

L es relations canado-soviétiques s'engagent dans une ère nouvelle

La visite effectuée par le premier ministre du Canada Brian Mulroney en URSS, en novembre 1989, ne pouvait tomber à un moment plus propice, étant donné le climat de *glasnost* et de *perestroïka* qui règne en Union soviétique et le nouvel esprit de coopération qui se fait jour entre l'Est et l'Ouest.

Durant cette visite de six jours, le Premier ministre a donné le ton aux nouvelles relations Est-Ouest et marqué l'appui du Canada aux réformes massives entreprises par le président de l'Union soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev. Il s'agissait de la première visite officielle d'un premier ministre canadien en dix-huit ans, et aussi de la première visite d'un leader occidental depuis l'effondrement du mur de Berlin et les changements radicaux survenus partout en Europe de l'Est.

À l'issue de cinq heures d'entretiens, les deux leaders ont signé une déclara-

tion conjointe par laquelle ils se sont engagés à respecter le droit des peuples européens de « poursuivre les voies du changement politique et économique, à l'abri de toute ingérence extérieure et dans un climat de confiance et de sécurité internationales », et, pour ce qui est de la scène mondiale, à favoriser les droits de la personne, le désarmement, l'interdiction des armes chimiques et des essais nucléaires, et le règlement politique des conflits régionaux.

La visite de M. Mulroney — qui a comporté des escales à Leningrad et à Kiev, la capitale de l'Ukraine — intervenait dans la foulée d'une très importante évolution en Pologne, en Hongrie, en Allemagne de l'Est, en Bulgarie et en Tchécoslovaquie. Quant à l'Union soviétique, son système politique continuait de s'ouvrir de façon spectaculaire à une plus grande participation

démocratique sous l'impulsion des réformes instituées par M. Gorbatchev.

Une visite fructueuse

Les deux pays ont signé plus d'une douzaine d'accords, sur des sujets allant de la protection des investissements étrangers et de la recherche spatiale aux questions environnementales et à l'exécution de programmes conjoints dans l'Arctique.

À la recherche d'une paix internationale plus durable: (de gauche à droite) le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, un membre de la délégation soviétique, le président de l'URSS, M. Michail Gorbatchev et le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, M. Joe Clark.

Lors de son passage à Leningrad, le premier ministre Mulroney a annoncé qu'il avait invité l'Union soviétique à collaborer avec une éventuelle commission polaire canadienne qui serait chargée d'étudier les problèmes de l'Arctique. Le Canada a en outre convié l'URSS à une conférence internationale qui doit se tenir ce printemps à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, en vue de coordonner les initiatives scientifiques et les efforts de lutte contre la pollution dans l'Arctique.

Sur le plan diplomatique, les deux pays ont souligné leur volonté d'élargir leurs relations consulaires. M. Mulroney a indiqué que le Canada, qui a pour l'instant une ambassade à Moscou, ouvrira prochainement un consulat à Kiev. Pour leur part, les Soviétiques, qui ont déjà une ambassade à Ottawa et un consulat à Montréal, devraient ouvrir un deuxième consulat à Toronto.

Dans une longue interview publiée par le quotidien les *Izvestia*, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a affirmé que les relations soviéto-canadiennes « pouvaient être comparées à une ascension, pas toujours facile mais constante, vers un passage de montagne au-delà duquel s'ouvriraient de nouveaux horizons de coopération, et que les entretiens de Moscou marquaient l'arrivée à ce passage, et donc une étape des plus importantes ». De son côté, la *Pravda*, qui est l'organe officiel du Parti communiste soviétique, a qualifié les entretiens d'« initiative majeure qui permettra de



Bill McCarthy/BPM